

et conformes aux situations du début; mais elles n'avaient pour but que d'assurer la réussite des événements qui n'étaient que la préparation de ceux qu'on voulait faire naître, les voies et moyens nécessaires pour faire réussir la première phase de l'intervention au Mexique.

La tactique secrète adoptée par la diplomatie française devait suivre une ligne plusieurs fois brisée dont M. de Kératry n'a vu que le premier élément et l'a prolongé indéfiniment. Il s'est ainsi écarté promptement de la route à suivre et n'a plus compris alors les événements qui se succédaient sur un terrain politique inconnu de lui.

Je regrette de m'être étendu si longuement sur cette étude préliminaire de la question mexicaine que je crois juste parce qu'elle est la conséquence des événements qui se sont déroulés pendant les cinq années de l'intervention, presque toujours sous mes yeux et auxquels j'ai pris souvent une part plus ou moins directe; mais cela était nécessaire afin que le lecteur ne s'égaré pas dans le vague et qu'il voie bien que tout, dans les événements, concorde avec la conclusion que j'ai présentée par avance à l'égard du but poursuivi par l'Empereur des Français.

Je puis dès lors entreprendre l'exposé historique des négociations qui ont précédé les événements et des faits qui constituent la première période de l'intervention tripartite d'abord, puis ensuite, uniquement française.

CHAPITRE II

INTERVENTION DES TROIS PUISSANCES

Prodromes de l'intervention internationale. — Convention du 30 novembre 1861. — Attitude des trois puissances. — L'Espagne; le général Prim; le plan d'Iguala. — Convoitises de Prim. — Importance excessive du corps espagnol. — Déclarations françaises. — Riposte tardive de l'Espagne. — Convention du 23 octobre 1861. — Adhésions à la candidature de Maximilien. — Attitude de Santa-Anna. — Consentements de l'Empereur d'Autriche et du Roi des Belges. — Maximilien accepte la couronne. — Déception à Madrid. — Hostilité de la nation espagnole. — Hostilité des Etats-Unis. — Napoléon III négocie avec eux. — Projet extraordinaire du gouvernement de Washington. — Conséquences futures pour le Mexique. — Convention de Londres et les Etats-Unis. — Leur hostilité officielle. — L'Angleterre. — Convention de Londres. — Rendez-vous à la Havane. — L'Angleterre et la France arrivent ensemble. — L'Espagne occupe Vera-Cruz. — L'Angleterre et la France à Vera-Cruz. — Convention de Cordoba. — Article 3. — Les troupes montent à Orizaba. — Renforts français. — Prim entame la lutte contre l'action française. — Etat réel de la situation des partis au Mexique. — Réponses des puissances aux conditions de la convention de Cordoba. — La France les refuse. — Les autres puissances déclarent se retirer avec leurs troupes. — Notification au gouvernement mexicain. — L'amiral Jurien de la Gravière se replie. — Le général de Lorencez. — Affaire du Chiquihuite. — La guerre commence.

L'Angleterre, l'Espagne et la France avaient depuis longtemps des griefs sérieux contre le Gouvernement du Mexique et formulaient des revendications auxquelles ce dernier se refusait à donner satisfaction, sinon en principe du moins en fait. Devant ces atermoiements successifs, les trois puissances signèrent, le 30 novembre 1861, une convention afin d'intervenir en commun pour contraindre le Mexique à exécuter les obligations qu'il avait contractées et à nous donner

des garanties de protection pour les personnes et les intérêts de nos nationaux établis dans ce pays.

En même temps, les flottes alliées débarquaient des troupes à Vera-Cruz, et, par la composition respective de ces forces, on pouvait voir se trancher déjà des différences entre l'esprit qui animait réellement chacune des puissances. L'Espagne amenait 7.000 hommes, la France 3.000 et l'Angleterre seulement quelques centaines de matelots de débarquement.

Le commandement supérieur de toutes ces troupes revenait de droit au chef des forces les plus nombreuses, c'est-à-dire au général espagnol Prim. Mais, par suite non pas du hasard mais bien de projets préconçus, ce général n'était pas seulement un commandant de troupes, mais bien encore et surtout un personnage important et qui avait depuis longtemps au Mexique des attaches sérieuses de toutes sortes. Sa femme notamment était Mexicaine et avait un oncle, ministre du Président Juarez. Aussi le général Prim entretenait avec le Mexique des relations importantes et des menées mystérieuses qui n'étaient pas sans but.

D'un caractère ardent, énergique et entreprenant, surexcité sans cesse par un grand orgueil et une immense ambition, le général Prim, comte de Reuss, soutenu du reste par sa femme également fière et ambitieuse, avait rêvé une très haute situation au Mexique, voire même une couronne de vice-roi ; car un grand nombre d'Espagnols avaient toujours conservé l'espoir de ramener cette magnifique terre de Fernand Cortez dans le giron de la mère-patrie. En vérité, on ne pouvait pas leur en faire un reproche. Le Gouvernement espagnol nourrissait-il le même espoir ? Il est vraisemblable de l'admettre et on l'a admis alors, car le plan d'Iguala lui permettait de mettre en avant des prétentions de cette nature. En effet, il existait dans les arcanes législatives du Mexique, une vieille convention connue sous le nom de « plan d'Iguala », datée de mai 1841, par laquelle le Gouvernement mexicain d'alors adoptait pour le pays le principe d'une monarchie constitutionnelle, et disposait qu'on offrirait la

couronne, d'abord aux infants d'Espagne, et, en cas de refus de leur part, à l'archiduc Charles d'Autriche.

Cette dernière disposition suffirait à elle seule pour confondre les historiens qui ont reproché à Napoléon III d'avoir imaginé la candidature d'un prince de la Maison d'Autriche.

Du reste, avant la conclusion de la convention du 30 novembre 1861 arrêtée entre les puissances, le général Prim était venu en France pour en régler les conditions. Dans les entretiens qu'il avait eus à ce sujet avec l'Empereur, il avait compris que Napoléon III était favorable à l'établissement d'une autonomie mexicaine soutenue par un pouvoir fort ayant une attache européenne. Ceci démontre absolument l'exactitude du projet conçu par Napoléon III ; cependant Prim ne put découvrir toute sa pensée et resta convaincu que ce souverain consentirait à l'établissement du protectorat espagnol. Alors, l'Espagne inspirée, entraînée par le général Prim pensa faire à son profit ce que le Gouvernement français projetait secrètement de faire à celui de la France. C'est ce qui explique l'importance exceptionnelle que l'Espagne donna à son intervention armée.

Les desseins secrets de cette puissance étaient donc connus dans les grandes cours de l'Europe qui les virent s'accuser nettement dans l'importance disproportionnée qu'elle donna dès le début à la composition de son corps expéditionnaire ; celui-ci n'était du reste pas conforme à l'effectif déterminé par la convention du 30 novembre qui avait été passée à Londres.

L'Empereur Napoléon dut, dès ce moment, chercher les moyens de mettre des entraves à la réalisation de ce projet destiné à remettre le Mexique sous la domination exclusive de l'Espagne.

Il importait de commencer par placer ce pays émancipé depuis longtemps sous une forme gouvernementale qui le rattachât à l'Europe ; mais, en raison du but mystérieux que Napoléon III convoitait, un prince espagnol ne pouvait convenir. Il fallait, pour accomplir la première évolution de

la transformation rêvée, un prince d'une maison moins inféodée au Mexique. C'est pourquoi, s'appuyant toujours sur les dispositions du plan d'Iguala, l'Empereur prêta tout son concours au choix d'un prince autrichien, et l'archiduc Maximilien d'Autriche, pour des considérations mystérieuses qui se révélèrent plus tard, était absolument le candidat qui convenait pour arriver par une deuxième évolution au résultat final de son projet initial. Par une manœuvre habile, il fit connaître aux cabinets de Londres et de Madrid que, dans le cas où on serait amené par les suites de leur intervention commune, à admettre le rétablissement d'une monarchie au Mexique, on laisserait le pays lui-même décider quelle serait la forme de cette monarchie, et choisir le Prince qui la représenterait. En outre, en ce qui concernait le choix, il déclarait avec un désintéressement plus habile que réel, qu'il était résolu à décliner toute candidature pour un prince de la famille impériale, et il conviait les deux autres puissances à faire une semblable déclaration. Le tour était finement joué.

Le Gouvernement français ajoutait que, dans le cas où il faudrait faire choix d'une dynastie, il était disposé à donner son adhésion à la candidature d'un Archiduc d'Autriche, considérant que ce choix éloignerait toute rivalité entre les trois puissances et leur donnerait plus d'impartialité et d'indépendance dans l'appui moral qu'elles devraient donner au peuple mexicain.

C'était un coup droit porté aux projets secrets de l'Espagne fortement soutenue par l'ambition personnelle du général Prim.

Le coup du reste fut accusé, car le premier ministre d'Espagne, M. Calderon Collantès, fit attendre jusqu'au 13 décembre la réponse de son gouvernement ; réponse dans laquelle il disait même que : « Si une des puissances présentait un candidat, l'Espagne considérerait comme le plus conforme à son droit, à la tradition et à l'histoire, l'élection d'un prince de la *Maison de Bourbon*. »

Malheureusement ces déclarations arrivaient trop tard et étaient même contraires aux dispositions et déclarations déjà arrêtées entre les trois puissances par la convention du 31 octobre, car ce traité disait : « ...Les puissances qui se trouvent placées, par la conduite arbitraire et vexatoire des autorités de la République du Mexique, dans la nécessité d'exiger de ces autorités une protection plus efficace pour les personnes et les propriétés de leurs sujets, ainsi que l'exécution des obligations contractées envers elles par la République du Mexique se sont entendues pour conclure entre elles une convention dans le but de combiner leur action commune...., elles s'engagent à ne rechercher pour elles-mêmes dans l'emploi des mesures coercitives prévues par la présente convention, aucune acquisition de territoire ni aucun avantage particulier et à n'exercer dans les affaires intérieures du Mexique aucune influence de nature à porter atteinte au droit de la nation mexicaine de choisir et de constituer librement la forme de son gouvernement. »

On voit clairement, par les termes précis de cette convention, que l'Espagne avait tort de préconiser un prince inféodé à sa famille royale et qu'elle laissait ainsi, maladroitement du reste, percer ses vues secrètes.

Il est juste de reconnaître d'autre part, que cette convention favorisait les desseins de l'Empereur Napoléon et que ceux-ci étaient conformes aux aspirations des Mexicains, adversaires implacables du gouvernement établi alors à Mexico ; car tous ceux qui, en dehors de ce gouvernement, étaient encore au Mexique, et ceux qui avaient été exilés de leur pays ou s'étaient volontairement expatriés, désiraient ou acceptaient sincèrement l'établissement d'une monarchie représentée par un Archiduc d'Autriche, s'appuyant dans leurs vœux sur les dispositions mêmes du plan d'Iguala. Cette tendance formelle de tous les Mexicains qui n'étaient pas du gouvernement même de Juarez, le Président de la République mexicaine, ainsi que des hautes personnalités des gouvernements précédents, appuyaient formellement les

vues du moment de l'Empereur Napoléon; car elles s'appliquaient à l'Archiduc Maximilien dont il connaissait parfaitement le caractère, le tempérament et les *aspirations secrètes*, énergiquement entretenues par l'ambition de sa femme, la princesse Charlotte de Belgique.

Ce qui est caractéristique dans ce mouvement de l'opinion des Mexicains hostiles au gouvernement de Juarez, c'est qu'on y trouvait les plus importantes personnalités des gouvernements républicains précédents, et en particulier l'ancien président Miramon et cet autre ancien président, un des plus illustres qu'ait eu la République, Santa-Anna. A l'égard de cet homme qui avait joué un grand rôle dans l'histoire de son pays, depuis son indépendance, et avait non seulement une grande valeur comme homme d'Etat, mais encore le grand caractère d'un patriote ardent, il n'est pas sans intérêt que je fasse connaître son sentiment au sujet de la situation politique du moment et de la solution qui était présentée pour faire sortir son pays de l'affreuse anarchie dans laquelle il se trouvait.

Voici la lettre qu'écrivait Santa-Anna, le 30 novembre 1861, à M. Gutierrez de Estrada qui était depuis de longues années le représentant du parti révisionniste mexicain.

« Saint-Thomas, 30 novembre 1861.

« Mon cher ami,

« Les nouvelles que vous me donnez dans votre lettre du 30 octobre et que j'ai reçues par le dernier Packet, m'ont causé une joie indicible et elles ont une telle importance que si tout ce qu'elles m'annoncent réussit, notre patrie est sauvée.

« Plaise à Dieu que nos rêves se réalisent.

« Le candidat dont vous me parlez, S. A. I. l'Archiduc Maximilien, est sans pareil.

« Je m'empresse donc de lui donner mon adhésion. Faites-moi la grâce de le lui dire et d'en donner connaissance à

nos amis, mais avec toute réserve, parce que vous savez qu'en politique il est des choses qu'on ne doit pas publier avant le moment opportun, à cause des préjudices qui peuvent résulter de la publicité.

« ...Persuadé que le moment d'agir est arrivé, je suis disposé à me rendre le plus tôt possible sur le sol de ma patrie, décidé à travailler de toutes mes forces jusqu'à la réalisation de cette affaire.

« ANTONIO LOPEZ DE SANTA-ANNA. »

On verra cinq ans plus tard ce vieux Birbe, conspirateur par tempérament, qui aurait conspiré contre lui-même s'il n'avait pas eu d'autre objectif, conspirer contre ce même prince pour lequel il est décidé à *travailler de toutes ses forces* pour le faire arriver au pouvoir. Cela rappelle la légende du fameux sabre de M. Prudhomme qui était destiné à « défendre la Constitution de Juillet et au besoin... à la combattre » !

C'est pourtant appuyé sur ce concours d'adhésions générales et importantes par la qualité des personnes qui les formulaient que M. Gutierrez de Estrada quitta Paris pour se rendre auprès de l'Archiduc Maximilien et obtenir son consentement formel et définitif.

Le grain allait tomber dans une terre toute préparée. D'une part, Maximilien se trouvait dans une situation assez fautive pour ses aspirations de grandeur et de gloire; car il était en quelque sorte en disgrâce vis-à-vis de son frère aîné, l'Empereur d'Autriche, depuis que ce souverain lui avait retiré les hautes fonctions de gouverneur du royaume Lombard-Vénitien; d'un autre côté, sa position de grand amiral de la flotte autrichienne et la situation qu'il occupait à Miramar, si grande qu'elle fût, n'étaient pas suffisantes pour satisfaire son ambition immodérée et celle encore plus grande de sa femme, puisque *tous deux rêvaient déjà d'une couronne impériale*,

L'Empereur François-Joseph donna *avec empressement* son consentement à son frère qui, par cette acceptation, allait renoncer à toutes charges et à *tous droits dans son pays*. D'autre part, le Roi des Belges s'empressa aussi de donner satisfaction aux rêves ambitieux de sa fille, lesquels se trouvaient par cette combinaison transportés hors d'Europe, y escomptant en outre l'avantage de pouvoir ainsi sûrement développer et étendre les intérêts de la Belgique dans le nouveau monde. On verra plus tard qu'il a tout fait pour réaliser ce projet.

L'Archiduc Maximilien ne put résister à de semblables entraînements et, dans la nuit de Noël 1864, alors qu'on célébrait la naissance du Christ, il donna au représentant des patriotes mexicains l'assurance formelle que, si telle était la volonté librement exprimée du peuple mexicain, *il accepterait la couronne du Mexique*.

Les projets de l'Espagne se trouvaient anéantis par ce fait; le gouvernement de Madrid en fut très affecté et le général Prim se décida à changer sa politique en se retirant du concert triplite qui ne devait plus aboutir à la réalisation de ses vues. On a donc eu tort de dire et d'écrire que la coopération espagnole nous avait fait défaut, parce que l'Espagne réprouvait le caractère que nous donnions à l'intervention au Mexique et ne voulait plus nous suivre dans une voie qu'elle jugeait attentatoire aux droits du Gouvernement mexicain, droits qu'au fond elle dédaignait encore plus que nous.

Quant au général Prim, qui était personnellement lésé et voyait s'évanouir ses projets de haute ambition, il en conçut un profond ressentiment et, à partir de ce moment, il mit traîtreusement tout en œuvre pour discréditer l'action de la France et y faire échec.

Je dis traîtreusement, parce que ce grand seigneur entretenait personnellement et directement avec nos ennemis les relations les plus hostiles et les plus funestes à ses alliés de la veille.

Je dois ajouter avec regret qu'à la suite d'un discours aussi faux qu'hypocrite, prononcé par le général Prim au Sénat de son pays, le Gouvernement et la Nation espagnole manifestèrent de réels sentiments d'hostilité contre l'action de la France. Ces sentiments se traduisirent principalement dans l'île de Cuba où des souscriptions furent ouvertes pour envoyer des subsides de toute nature au gouvernement de Juarez, afin de venir en aide à l'armement de ses troupes contre nous.

Ce qu'il y avait de plus scandaleux dans cette violation de neutralité, c'est que c'est de ce même port de Cuba, la Havane, que quelques mois auparavant, était partie la flotte espagnole pour aller avec celle de la France combattre ce même Gouvernement mexicain.

Tous ces faits démontrent combien on avait visé juste, en empêchant l'Espagne de mener l'expédition du Mexique.

J'ai dit qu'il était important, dans la préparation du grand projet conçu par Napoléon III, de tenir un compte sérieux du sentiment des Etats-Unis qui ne pouvait être que défavorable; aussi, dans les négociations qui ont précédé et amené la convention de Londres, le principal négociateur, l'Empereur, alla au-devant des scrupules qu'on prêtait, avec juste raison, aux Américains, et il invita les Etats-Unis à s'y associer, car eux également avaient des revendications à formuler.

Mais ceux-ci, qui certainement aussi entretenaient encore des convoitises sur le Mexique, ne voulurent pas s'associer à cette action commune qui, faisant donner de suite une satisfaction à leurs revendications, anéantirait toutes les espérances qu'ils entretenaient pour l'avenir et auxquels leurs griefs tenaient toujours une porte ouverte. Le Gouvernement américain eut même la hardiesse de proposer une solution qui, sous l'apparence de rendre service au Mexique et sous le prétexte de donner une satisfaction matérielle aux trois puissances européennes, n'était en réalité favorable qu'à lui-même, en augmentant encore le poids de ses revendica-

tions futures à l'égard du Mexique, et en s'intronisant directement dans les affaires de ce pays.

La solution proposée par M. Seward, ministre des Affaires étrangères, consistait à faire payer par les Etats-Unis à l'Angleterre, à l'Espagne et à la France, les termes échus des dettes du Mexique envers ces trois puissances, jusqu'à concurrence de 45 millions de francs ; se réservant de prendre pour ces sommes hypothèque sur le domaine public du Mexique, sur les Mines de la Basse-Californie et des Etats-frontières du Nord : Sonora, Chihuahua et Tamaulipas.

C'était le coup du troisième larron ! Les Etats-Unis compaient bien faire en sorte que cette hypothèque ne serait jamais servie. Et, après quelques années d'attente très volontaire, alors que les trois nations européennes ne seraient plus tentées de revenir sur la question et n'en auraient même presque plus le droit strict, les Américains mettraient la main sur ces quatre belles provinces qu'ils n'avaient pu conquérir par la force quinze années auparavant, et qu'ainsi presque légalement ils joindraient à celles de la Californie, Nouveau Mexique et Texas qu'ils avaient déjà enlevées au Mexique. C'était un deuxième acheminement vers la conquête entière de ce pays. Si ce plan avait réussi, le golfe du Mexique tout entier devenait américain ; et il y a déjà longtemps que le Gouvernement insatiable de la Maison-Blanche aurait revendiqué comme une nécessité géographique impérieuse que l'île de Cuba qui ferme ce fameux golfe et entient les deux clefs, tombât aussi dans le domaine de l'Union. Ils auraient tenté de l'acheter et, dans les conditions où se serait trouvée alors la question, il est possible que l'Espagne eût consenti à cette aliénation, si on y avait mis le prix.

Cette combinaison ayant échoué, la politique américaine la reprit plus tard dans un autre sens. La ruse n'ayant pas réussi, pour se donner quelques droits tout au moins apparents, elle adopta plus tard le système de la force brutale. Ce qui est particulièrement suggestif, c'est que, près de quarante ans plus tard, l'Espagne qui s'était efforcée de

faire échec à notre action libératrice du Mexique, paya elle-même les frais de la convoitise américaine par la perte de Cuba, donnant ainsi aux Etats-Unis les deux clefs du golfe du Mexique.

Un jour viendra vraisemblablement où les Etats-Unis reprendront la question mexicaine. Alors l'Europe restera sans doute spectatrice passive de ce nouvel agrandissement de l'union américaine. Et, dans des conditions bien plus faciles qu'en 1848, les Américains feront aisément la conquête du Mexique ainsi enveloppé par eux. Et même n'auront-ils qu'à la sanctionner politiquement, car, depuis longtemps, ils l'accomplissent tacitement et matériellement par une infiltration méthodique commerciale, industrielle et même sociale qui commence à effrayer les Mexicains eux-mêmes qui seront leurs victimes.

L'Europe, la France, en éprouveront les dures conséquences, et alors les politiciens français reconnaîtront peut-être quelle faute ils ont commise de 1862 à 1866, en empêchant Napoléon III de constituer le Mexique en un état autonome puissant et riche placé sous le protectorat de la France. Les patriotes mexicains auront lieu de le regretter bien davantage.

Quoi qu'il en soit et si je reviens à l'époque où le premier acte de ce grand projet américain se préparait, il faut reconnaître que les Mexicains eux-mêmes, avec une grande finesse de vue, ont aperçu le danger à venir dans le germe fallacieux qui leur était offert. Aussi, malgré des négociations conduites par M. Corwin, ministre des Etats-Unis à Mexico, diplomate habile et fort insinuant, le Gouvernement mexicain repoussa le présent d'Artaxercès que lui offrait le Gouvernement américain. Il voyait bien ce que contenait ce bloc enfariné, trop grossièrement confectionné pour tromper qui que ce fût. Les trois puissances européennes le virent également et la France surtout. Aussi les pourparlers continuèrent et, le 31 octobre, elles signaient la convention de Londres par laquelle elles s'engageaient à envoyer sur les

côtes du Mexique des forces de terre et de mer combinées, « ... dont l'ensemble devra être suffisant pour pouvoir saisir et occuper les différentes forteresses et positions militaires du littoral mexicain... ». Cette convention ajoutait dans ce même ordre d'idées que « les commandants des forces alliées seraient en outre, autorisés à accomplir les autres opérations qui seraient jugées, sur les lieux, les plus propres à réaliser le but spécifié dans le préambule de la présente convention, et notamment à assurer la sécurité des résidents étrangers. » Enfin et bien que les Etats-Unis, absorbés par leurs négociations latérales avec Mexico, n'aient pas encore pu prendre position après l'échec de leur combinaison de banquiers trop malins, la convention de Londres ne voulut pas les laisser en dehors et disposa dans son article 4 : « Les hautes parties contractantes désirant en outre que les mesures qu'elles ont l'intention d'adopter n'aient pas un caractère exclusif et sachant que de son côté, le Gouvernement des Etats-Unis a des réclamations à faire valoir, comme elles, contre la République mexicaine, conviennent qu'aussitôt après la signature de la présente convention il en sera communiqué une copie au Gouvernement des Etats-Unis, que ce Gouvernement sera invité à y accéder... » Cette disposition courtoise pour les Etats-Unis déjà froissés d'avoir vu échouer leur proposition machiavélique, n'eut pour résultat que de faire se manifester l'hostilité sourde qui devait ultérieurement caractériser leur attitude. Leur réponse en est un témoignage officiel et formel.

« Les Etats-Unis ont un haut intérêt à ce que les Souverains qui se sont engagés dans cette convention ne cherchent à obtenir aucun agrandissement de territoire... et ne veulent exercer aucune influence au détriment du droit qu'a le peuple mexicain de choisir et d'établir librement la forme de son gouvernement... »

« Le Président a décidé, après mûres réflexions, que les Etats-Unis ne doivent pas avoir recours à des mesures coercitives pour la satisfaction de leurs griefs, dans un moment

où le Gouvernement mexicain est profondément ébranlé par suite de dissensions intérieures. »

Cette déclaration était conforme aux dispositions d'esprit secrètes qui animaient le Gouvernement de Washington, naturellement exaspéré de n'avoir pu réussir sa combinaison lucrative du début des négociations. L'hostilité qui perce dans cette réponse se manifesta sourdement au cours des événements qui se déroulèrent au Mexique.

C'est afin qu'on puisse la découvrir partout où elle s'est produite et expliquer bien des faits difficiles à comprendre tout naturellement, que j'ai tenu à préciser, dès le début, quelle était nettement au fond la situation morale respective des différents gouvernements qui ont joué un rôle plus ou moins effectif, en apparence ou autrement, dans l'entreprise mexicaine.

J'ajouterai que la conduite des Etats-Unis a été d'autant plus regrettable que ceux-ci ont sourdement soutenu matériellement l'adversaire que nous combattions, tandis que la France a eu la droiture de ne pas soutenir, tout au moins par réciprocité, l'ennemi que le Gouvernement yankee avait devant lui pendant la guerre de sécession.

Pourtant les Sudistes devaient avoir et avaient toute notre sympathie. Aussi a-t-on déclaré, avec juste raison, que le Gouvernement de l'Empereur, en cette circonstance, avait commis une faute. En fait, cela est vrai; mais franchement il n'était guère possible, honnêtement parlant, de s'immiscer dans ce conflit intérieur, alors que nous n'avions pas, comme au Mexique, des considérations et des intérêts matériels, des griefs même qui nous y poussaient. En tout cas, si nous avions soutenu la cause des Etats du Sud de l'Union, les Confédérés, et que nous les ayions fait triompher, ce qui est vraisemblable, nous aurions évité la guerre du Mexique que Juarez n'aurait pas soutenue, faute de l'appui moral et matériel des Yankees; et enfin nous aurions pu obtenir, avec juste raison, l'abrogation du principe de la doctrine de

*General,
Rafael Aguirre Colorado.*